Chapitre 22

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES ET LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA LANGUE INUITE

(Sanctionnée le 18 septembre 2025)

Sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, la commissaire du Nunavut édicte :

PARTIE 1 LOI SUR LA PROTECTION DE LA LANGUE INUITE

1. La présente partie modifie la *Loi sur la protection de la langue inuite*.
2. La Loi est renommée et devient la *Loi sur la protection de l'inuktitut*.
3. Le paragraphe 1(1) est modifié par abrogation de la définition de « Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit » et de « organisme public » et par ajout de la définition suivante selon l'ordre alphabétique :

« Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit » L'office de la langue inuktitut, constitué aux termes de l'article 15; (*Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit*)

4. La portion du paragraphe 3(5) qui précède l'alinéa a) est modifiée de la manière suivante :

Accommodement pour les organismes du secteur privé

(5) Le commissaire aux langues, après avoir reçu une présentation ou une plainte ~~demande~~ aux termes de la partie 4, et la Cour de justice du Nunavut, après avoir reçu une demande aux termes de la partie 4, peuvent dispenser un organisme du secteur privé d'une obligation qui serait autrement imposée par le présent article et la remplacer par une exigence moins rigoureuse relativement aux communications ou aux services en inuktitut ~~langue inuite~~ si, selon le cas :

5. L'article 15 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Constitution

15. Est constitué pour le Nunavut un office de la langue inuktitut, qui est appelé l'Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit.

6. (1) Le paragraphe 20(1) est modifié de la manière suivante :

Composition

20. (1) L'Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit est composé ~~d'au moins de cinq~~ à neuf membres nommés par le commissaire en Conseil exécutif, sur recommandation du ministre.

(2) Le paragraphe 20(4) est modifié de la manière suivante :

Mandat

(4) Les membres de l’Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit occupent leur poste pour un mandat renouvelable de trois ans, ~~à l’exception des premiers membres dont le mandat renouvelable est de trois à cinq ans, selon ce qui est prévu dans leur acte de nomination.~~

(3) Le paragraphe 20(6) est abrogé et remplacé par le paragraphe suivant :

Fin de mandat

- (6) La nomination d’un membre de l’Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit :
- a) ne peut être révoquée, sauf pour motif valable, pendant la durée de son mandat;
 - b) peut être révoquée sans motif valable pendant qu’il continue à exercer ses fonctions après l’expiration de son mandat.

(4) Le paragraphe 20(8) est modifié de la manière suivante :

Occupation de la charge après l’expiration du mandat

(8) Sauf disposition à l’effet contraire du présent article, le membre continue d’exercer ses fonctions après l’expiration du mandat visé au paragraphe (4) jusqu’à ce qu’il soit nommé de nouveau ou jusqu’à la révocation de sa nomination en vertu de l’alinéa (6)b) nomination de son successeur.

(5) Le paragraphe 20(8.1) est abrogé et remplacé par le paragraphe suivant :

Vacance

- (8.1) S’il y a moins de cinq membres à l’Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit, le commissaire en conseil :
- a) doit, dans les 180 jours de la vacance, nommer un autre particulier à l’Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit;
 - b) peut nommer un autre particulier à l’Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit si, après l’expiration d’un délai de 90 jours, aucune nomination n’a été faite conformément à l’alinéa (3)a) ou si un comité n’a pas fourni l’avis visé à l’alinéa (3)b).

(6) Les paragraphes suivants sont ajoutés après le paragraphe 20(8.1) :

Durée du mandat

(8.2) Malgré les paragraphes (4) et (5), le mandat d’un membre de l’Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit nommé en vertu du paragraphe (8.1) sans l’avis d’un comité est pour une période d’un an et non renouvelable.

Nomination régulière

(8.3) Il est entendu que le membre de l'Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit nommé en vertu du paragraphe (8.1) pour un mandat d'un an non renouvelable peut être nommé à nouveau conformément au paragraphe (3).

7. L'article 22 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Directeur général et autres employés

22. (1) Malgré la *Loi sur la fonction publique*, l'Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit peut nommer, à la suite d'un concours, un directeur général et les autres employés nécessaires à la bonne exécution de ses fonctions.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), l'Inuit Uqausinginnik Taiguusiliuqtiit peut nommer un directeur général ou d'autres employés sans concours, avec l'approbation du Conseil exécutif.

Politiques d'emploi des Inuits et critères fondés sur le mérite

(3) L'article 9 de la *Loi sur la fonction publique* et les directives émises en vertu du paragraphe 6(3) de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la nomination du directeur général et des autres employés en vertu du présent article.

Loi sur la fonction publique

(4) Le directeur général et les autres employés nommés aux termes du présent article font partie de la fonction publique au sens de la *Loi sur la fonction publique*.

Premier dirigeant

(5) En ce qui concerne les employés nommés en vertu du présent article, le directeur général est le premier dirigeant pour l'application de la *Loi sur la fonction publique*.

8. Le paragraphe 27.1(1) est modifié par remplacement du point à la fin de l'alinéa f) par un point-virgule et par ajout des alinéas suivants après l'alinéa f) :

- g) *Pilimmaksarniq* or *Pijariuqsarniq* (le développement des compétences par la pratique, l'effort et l'action);
- h) *Avatittinnik Kamatsiarniq* (respect et soin de la terre, des animaux et de l'environnement).

9. Le paragraphe 30(5) est modifié de la manière suivante :

Renseignements à l'auteur de la demande plainte

(5) Si, aux termes du paragraphe (4), le commissaire aux langues refuse d'ouvrir une enquête ou interrompt une enquête déjà ouverte, il :

- a) en avise l'auteur de la demande plainte et toute autre personne touchée qui, selon le commissaire aux langues, doit aussi être

- avisée, et donne ces renseignements au moment et de la manière qu'il estime appropriés;
- b) fournit une confirmation écrite à l'auteur de la ~~demande~~ plainte :
- (i) qu'il a refusé d'ouvrir une enquête ou a interrompu une enquête déjà ouverte aux termes du paragraphe (4),
 - (ii) de la date à laquelle ont été fournis les renseignements exigés par l'alinéa a).

10. L'article 31 et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par l'intertitre et l'article suivants :

Enquête

Plaintes

31. (1) Une personne peut déposer une plainte auprès du commissaire aux langues, verbalement ou d'une autre façon que celui-ci estime satisfaisante, visant la tenue d'une enquête au motif que, dans l'administration d'une organisation visée par la présente loi, selon le cas :

- a) une disposition de la présente loi, d'une autre loi ou d'un règlement portant sur l'usage, la promotion ou la protection de l'inuktitut n'est pas ou n'a pas été respectée;
- b) l'esprit et l'intention de la présente loi ne sont pas ou n'ont pas été respectés.

Demande d'un tiers

(2) Il est entendu qu'une personne ayant la capacité juridique n'a pas à être un parent, un fonctionnaire ou un employé, ni à être touchée directement de quelque façon que ce soit, pour déposer une plainte au commissaire aux langues faisant état d'un manquement, par une organisation visée par la présente loi, aux exigences des articles 8 à 12 ou à l'esprit et à l'intention de la présente loi en ce qui concerne ces dispositions.

Ouverture d'une enquête sans plainte

(3) Le commissaire aux langues peut également commencer une enquête relative aux motifs de plainte visés au paragraphe (1) de sa propre initiative, qu'une plainte ait été déposée ou non à ce sujet.

Institutions territoriales et municipalités

(4) Si une enquête commencée en vertu du présent article porte sur l'administration d'une institution territoriale ou d'une municipalité, les articles 25 à 36 de la *Loi sur les langues officielles* régissent l'enquête et le rapport du commissaire aux langues.

11. L'article 32 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Définitions

32. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« facilitateur » Désigne un médiateur ou un autre tiers chargé de faciliter la résolution d'une plainte. (*facilitator*)

« partie » Selon le cas :

- a) de l'auteur de la plainte,
- b) du représentant autorisé de l'organisation visée par la plainte.
(*party*)

Processus de résolution informel

(2) En tout temps avant ou pendant une enquête, le commissaire aux langues peut :

- a) inviter une organisation à préparer ou à modifier volontairement un plan d'action pour la langue inuktitut;
- b) tenter de résoudre la plainte par la négociation;
- c) recommander ou utiliser un processus de résolution informel, y compris la médiation, conforme à l'Inuit Qaujimagatuqangit pour régler une plainte :
 - (i) dans le cas d'une plainte relative à l'administration d'une institution territoriale ou d'une municipalité, conformément à l'article 30 de la *Loi sur les langues officielles*,
 - (ii) dans le cas de toute autre organisation, conformément aux paragraphes (3) à (10).

Début du processus de résolution informel

(3) Avant de recommander ou d'utiliser un processus de résolution informel, le commissaire aux langues :

- a) consulte les parties en ce qui concerne :
 - (i) le type de processus de résolution informelle, y compris le recours ou non à un facilitateur,
 - (ii) le choix du facilitateur, le cas échéant;
- b) obtient le consentement des parties au processus de résolution informel et leur engagement relatif aux exigences de confidentialité prévues au paragraphe (10);
- c) identifie les questions qui peuvent être résolues par le processus de résolution informel;
- d) s'il est convenu de recourir à un facilitateur, nomme un facilitateur à la suite des consultations prévues au sous-alinéa a)(ii).

Tentative de résolution

(4) Le facilitateur nommé pour faciliter un processus de résolution informel aide les parties, de manière impartiale, à régler la plainte à leur satisfaction mutuelle.

Résolution

(5) Si une plainte est réglée au moyen du processus de résolution informel, le facilitateur ou, à défaut, l'une des parties fournit au commissaire aux langues une copie de la convention de règlement signée par les parties.

Approbation ou refus du règlement

(6) Le commissaire aux langues, selon le cas :

- a) approuve la convention de règlement;
- b) modifie, avec le consentement des parties, les conditions de la convention de règlement et l'approuve par la suite;
- c) refuse d'approuver la convention de règlement s'il conclut que cela est nécessaire pour :
 - (i) prévenir le non-respect continu de toute disposition de la présente loi ou de tout autre texte relatif au statut, à l'utilisation ou à la protection d'une langue officielle,
 - (ii) prévenir le non-respect continu de l'esprit et de l'intention de la présente loi,
 - (iii) protéger autrement l'intérêt public.

Prise d'effet

(7) Le règlement d'une plainte ne prend effet que lorsque le commissaire aux langues approuve la convention de règlement en application du paragraphe (6).

Plainte non réglée – facilitateur

(8) Le facilitateur met fin au processus de résolution informel et renvoie la plainte au commissaire aux langues si, selon le cas :

- a) une partie le demande;
- b) le facilitateur conclut qu'il n'existe aucun espoir raisonnable que la plainte soit réglée par le processus de résolution informel.

Ouverture ou poursuite d'une enquête

(9) Le commissaire aux langues ouvre ou poursuit l'enquête :

- a) à la suite d'un renvoi en vertu du paragraphe (8);
- b) dans le cas d'un processus de règlement informel sans facilitateur, dans les cas suivants :
 - (i) lorsqu'une partie demande la fin du processus de règlement informel,
 - (ii) lorsque le commissaire aux langues conclut qu'il n'existe aucun espoir raisonnable que la plainte soit réglée par le processus de résolution informel.

Confidentialité

(10) Les communications et la preuve qui découlent de ce qui est dit ou produit à l'occasion du processus de résolution informel en application de la présente loi sont confidentielles et non recevables dans toute enquête ouverte ou procédure intentée en

application de la présente loi ou dans toute action, affaire ou autre procédure sans le consentement écrit de toutes les parties.

12. Le paragraphe 33(1) est modifié de la manière suivante :

Discrimination interdite

33. (1) Il est interdit de faire preuve de discrimination envers une personne, notamment en la renvoyant, en la suspendant, en l'expulsant, en l'intimidant, en l'évinçant, en usant de coercition envers elle ou en lui imposant une peine pécuniaire ou autre, en raison du fait qu'elle a ~~déposé~~ ~~présenté~~ une ~~plainte~~ ~~demande d'enquête~~ ou qu'elle a témoigné ou collaboré relativement à une enquête ou ~~au dépôt d'une plainte~~ ~~au signalement d'une préoccupation~~ au commissaire aux langues.

13. Les articles 33.1 à 33.7 et l'intertitre qui les précèdent sont abrogés.

14. L'article 34 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Plainte relative à une autre organisation

34. (1) Sur réception d'une plainte relative à l'administration d'une organisation qui n'est pas une institution territoriale ou une municipalité, le commissaire aux langues évalue la plainte et agit conformément au présent article et aux articles 35 à 42.

Motifs raisonnables d'enquêter

(2) S'il est convaincu, après examen initial de la plainte, qu'il y a des motifs raisonnables d'enquêter, le commissaire aux langues procède à l'enquête.

Enquête commune

(3) Le commissaire aux langues peut procéder à une enquête commune portant sur deux ou plusieurs plaintes, ou combiner l'enquête sur une ou plusieurs plaintes avec une enquête commencée de sa propre initiative, après avoir examiné :

- a) l'importance des droits linguistiques officiels concernés;
- b) la fréquence :
 - (i) soit du non-respect d'une disposition de la présente loi ou de toute autre loi ou règlement relatif à l'utilisation, à la promotion ou à la protection de l'inuktitut,
 - (ii) soit du non-respect de l'esprit et de l'intention de la présente loi;
- c) toute recommandation antérieure du commissaire aux langues;
- d) s'il est juste et raisonnable, dans les circonstances, de procéder à une enquête commune.

Avis

(4) En commençant l'enquête, le commissaire aux langues avise de l'enquête l'organisation dont les communications ou les services au public ou d'autres activités font l'objet de l'enquête.

15. L'article 35 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Absence de motifs raisonnables

35. (1) Si, après examen initial d'une plainte reçue aux termes du paragraphe 31(1), il établit qu'il n'y a pas de motifs raisonnables d'enquêter, le commissaire aux langues refuse d'ouvrir une enquête ou interrompt une enquête déjà ouverte.

Refus ou interruption d'enquête

(2) Le commissaire aux langues peut refuser d'ouvrir une enquête ou interrompre une enquête déjà ouverte, s'il estime être en présence de l'une des situations suivantes :

- a) la conduite identifiée touche essentiellement un ou des particuliers autres que l'auteur de la plainte et le ou les particuliers directement touchés ne souhaitent pas poursuivre le processus;
- b) la totalité ou une partie de la conduite identifiée dans la plainte peut être traitée et faire l'objet d'une réparation, de façon adéquate et appropriée, aux termes d'une autre loi ou d'une autre procédure disponible;
- c) la plainte est futile, frivole ou vexatoire, ou n'est pas faite de bonne foi;
- d) la plainte ne relève pas de la compétence du commissaire aux langues;
- e) l'auteur de la plainte l'a retirée ou abandonnée;
- f) la conduite identifiée dans la plainte a été corrigée.

Éléments à examiner

(3) Avant de rendre une décision en vertu du paragraphe (1) ou (2), le commissaire aux langues examine tous les faits pertinents, y compris la possibilité que l'auteur de la plainte ou qu'un particulier directement touché soit réticent à la poursuivre ou qu'une plainte soit retirée ou abandonnée ou encore présentée comme ayant été résolue en raison d'un abus ou d'un rapport de force inégal.

Renseignements à l'auteur de la plainte

(4) S'il refuse d'ouvrir une enquête ou interrompt une enquête déjà ouverte, le commissaire aux langues :

- a) en avise l'auteur de la plainte et toute autre personne touchée qui, selon le commissaire aux langues, doit aussi être avisée, et donne ces renseignements au moment et de la manière qu'il estime appropriés;
- b) confirme par écrit à l'auteur de la plainte :
 - (i) qu'il a refusé d'ouvrir une enquête ou a interrompu une enquête déjà ouverte aux termes du paragraphe (1) ou (2),
 - (ii) la date à laquelle ont été fournis les renseignements exigés par l'alinéa a).

16. (1) L'alinéa 36(1)c) est modifié de la manière suivante :

- c) demander et examiner des renseignements, des documents et des pièces, faire ou obtenir des copies ou prendre des photos selon ce qui, à son avis, est relié ~~aux préoccupations sous~~ à l'enquête;

(2) L'alinéa 36(2)d) est modifié de la manière suivante :

- d) contraindre toute personne à produire, à la date, à l'heure et au lieu qu'il précise, les pièces et documents en sa possession ou sous son contrôle qui, à son avis, sont reliés ~~aux préoccupations sous~~ à l'enquête.

(3) Le paragraphe suivant est ajouté après le paragraphe 36(3) :

Incompatibilité

(4) Les dispositions du présent article l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou des règlements pris en application de cette loi.

17. (1) La portion du paragraphe 37(1) qui précède l'alinéa a) est modifiée de la manière suivante :

Pouvoirs du commissaire aux langues si une plainte ou une préoccupation est fondée

37. (1) Si, au terme de l'enquête menée relativement à l'administration d'une organisation qui n'est pas une institution territoriale ou une municipalité, le commissaire aux langues est d'avis qu'une plainte ou une préoccupation sous enquête est fondée, il peut :

18. Les alinéas 37(2)a) et b) sont modifiés de la manière suivante :

- a) dans un délai et d'une manière qu'il estime appropriés et compatibles avec l'article 38, avise l'auteur de la plainte ~~demande~~ et toute autre personne touchée qui, selon le commissaire aux langues, doit aussi recevoir ces renseignements, des conclusions de l'enquête et des pouvoirs exercés aux termes du paragraphe (1);
- b) confirme par écrit à l'auteur de la plainte ~~demande~~ et à toute autre personne touchée qui, selon lui, doit aussi être avisée :
 - (i) qu'il a terminé l'enquête,
 - (ii) la date à laquelle ont été fournis les renseignements exigés par l'alinéa a).

19. Les paragraphes 39(1) et (2) sont modifiés de la manière suivante :

Recours

39. (1) La personne qui a ~~déposé fait~~ une plainte demande ~~au commissaire aux langues en vertu du paragraphe 31(1)~~ ou la personne directement touchée par le résultat d'une enquête menée en vertu de la présente loi peut présenter une demande devant la Cour de justice du Nunavut en vue d'obtenir la réparation que celle-ci estime convenable et juste eu égard aux circonstances si, selon le cas :

- a) le commissaire aux langues a refusé d'ouvrir une enquête ou a interrompu une enquête déjà ouverte aux termes du paragraphe 30(4), 35(1) ou (2);
- b) le commissaire aux langues a avisé l'auteur de la demande des pouvoirs exercés aux termes du paragraphe 37(1);
- c) plus d'une année s'est écoulée depuis le jour où la plainte demande a été ~~déposée faite~~ et l'auteur de la demande n'a pas été avisé du fait qu'une enquête a été refusée ou interrompue, ou du progrès ou du résultat de l'enquête.

Délai

(2) Sous réserve du paragraphe (3), une demande ne peut être faite aux termes du paragraphe (1) :

- a) plus d'une année après le jour où l'auteur de la plainte demande, selon le cas :
 - (i) est avisé, aux termes du paragraphe 30(5) ou 35(4)(3), de la décision du commissaire aux langues soit de refuser d'ouvrir une enquête, soit d'interrompre une enquête déjà ouverte,
 - (ii) est avisé, aux termes du paragraphe 37(2), de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire par le commissaire aux langues;
- b) plus de deux années après la date de la plainte demande initiale au commissaire aux langues si, à l'expiration d'un délai d'une année, l'auteur de la demande n'a pas reçu d'avis aux termes de l'alinéa a).

20. (1) L'alinéa 40(1)a est modifié de la manière suivante :

- a) présenter une demande de réparation devant la Cour de justice du Nunavut, dans le délai indiqué au sous alinéa 39(2)a(ii), après avoir obtenu, par écrit, le consentement de l'auteur de la plainte demande;

(2) Le paragraphe 40(2) est modifié de la manière suivante :

Comparution de l'auteur de la plainte ~~demande~~

(2) Si le commissaire aux langues présente une demande en vertu de l'alinéa (1)a), l'auteur de la plainte ~~demande~~ peut comparaître comme partie à l'instance.

21. L'alinéa suivant est ajouté après l'alinéa 44(1)f) :

- g) traiter des obligations du ministre des Langues en matière de respect de la présente loi par les ministères, organismes et institutions du gouvernement fédéral, y compris l'identification des ministères, organismes et institutions du gouvernement fédéral que le ministre des Langues doit prioriser;

22. L'alinéa 44(1)g.1) est abrogé.

23. L'article 44.2 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Registre sur les consultations

44.2. (1) Le registre établi et tenu à jour aux termes de l'article 39 de la *Loi sur les langues officielles* s'applique aux consultations relatives :

- a) à l'article 44;
- b) à toute autre consultation ou collaboration que la présente loi exige du ministre ou du gouvernement du Nunavut.

Utilisation du registre

(2) Le ministre consulte toutes les personnes ou organisations dûment inscrites au registre aux fins prévues par les règlements pris en vertu de la *Loi sur les langues officielles*.

**PARTIE 2
LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES**

24. La présente partie modifie la *Loi sur les langues officielles*.

25. La première instance de « langue inuite » dans le préambule est remplacée par « langue inuktut ».

26. L'article 1 est modifié par abrogation des définitions de « langue inuite », « organisme judiciaire ou quasi judiciaire » et de « organisme public » et par ajout des définitions suivantes selon l'ordre alphabétique :

« inuktut » S'entend au sens de la *Loi sur la protection de l'inuktut*. (*Inuktut*)

« organisme judiciaire ou quasi judiciaire » S'entend :

- a) de la Cour de justice du Nunavut,

- b) de la Cour d'appel,
- c) de tous les organismes créés par les lois du Nunavut pour l'exercice d'une fonction de nature judiciaire ou quasi judiciaire,
- d) de tous les organismes créés par les lois d'un autre ressort, mais seulement lorsqu'ils exercent une fonction de nature judiciaire ou quasi judiciaire en vertu d'une loi du Nunavut. (*judicial or quasi-judicial body*)

27. L'article 7 et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par l'intertitre et l'article suivants :

GAZETTE DU NUNAVUT ET RÈGLEMENTS

Publication dans la *Gazette du Nunavut*

7. (1) Les actes dont une loi exige la publication dans la *Gazette du Nunavut*, à l'exception des règlements enregistrés en vertu de la *Loi sur la législation*, sont inopérants s'ils ne sont pas publiés en inuktitut, en français et en anglais.

Règlements

(2) Les règlements enregistrés en vertu de la *Loi sur la législation* sont inopérants s'ils ne sont pas pris, enregistrés et publiés en français et en anglais.

Publication en inuktitut

(3) Le commissaire en Conseil exécutif peut, par décret :

- a) exiger la publication, dans la *Gazette du Nunavut*, d'une version en inuinnaqtun d'un ou de plusieurs actes dont une loi exige la publication dans la *Gazette du Nunavut* ;
- b) prescrire qu'ait force de loi une version en inuinnaqtun d'un ou de plusieurs actes dont une loi exige la publication dans la *Gazette du Nunavut*;
- c) exiger la publication d'une version en inuktitut d'un règlement enregistré en vertu de la *Loi sur la législation*;
- d) prescrire qu'ait force de loi une version en inuktitut d'un règlement enregistré en vertu de la *Loi sur la législation*.

28. L'article 13.1 est abrogé.

29. (1) Le paragraphe suivant est ajouté après le paragraphe 15(1) :

Réponses aux recommandations du commissaire aux langues

(2) Le rapport annuel du ministre comprend une réponse à chaque recommandation faites au cours de l'exercice par le commissaire aux langues au gouvernement du Nunavut.

(2) Le paragraphe 15(2.1) est abrogé.

30. Le paragraphe 22.1(1) est modifié par remplacement du point à la fin de l'alinéa f) par un point-virgule et par ajout des alinéas suivants après l'alinéa f) :

- g) *Pilimmaksarniq* or *Pijariuqsarniq* (le développement des compétences par la pratique, l'effort et l'action);
- h) *Avatittinnik Kamatsiarniq* (respect et soin de la terre, des animaux et de l'environnement).

31. L'alinéa 24(1)b) est abrogé et remplacé par l'alinéa suivant :

- b) le détail du nombre et du type de plaintes et de requêtes faites en vertu de la présente loi et de la *Loi sur la protection de l'inuktitut*, du statut des plaintes ou des requêtes ou de leur conclusion pour les plaintes ou les requêtes en cours pendant l'exercice précédent, ainsi que :
 - (i) les renseignements sur les cas pour lesquels des recommandations faites par le commissaire aux langues suivant une enquête n'ont pas été suivies,
 - (ii) un aperçu des mesures correctives prises à la suite des recommandations faites par le commissaire aux langues après les enquêtes;

32. L'article 26 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Plaintes

26. (1) Une personne peut déposer une plainte auprès du commissaire aux langues, verbalement ou d'une autre façon que celui-ci estime satisfaisante, visant la tenue d'une enquête au motif que, dans l'administration d'une institution territoriale ou d'une municipalité, selon le cas :

- a) le statut d'une langue officielle n'est pas ou n'a pas été reconnu;
- b) une disposition de la présente loi, d'une autre loi ou d'un règlement portant sur l'usage, la promotion ou la protection d'une langue officielle n'est pas ou n'a pas été respectée;
- c) l'esprit et l'intention de la présente loi ou de la *Loi sur la protection de l'inuktitut* ne sont pas ou n'ont pas été respectés.

Ouverture d'une enquête sans plainte

(2) Le commissaire aux langues peut aussi commencer une enquête sur les motifs de plainte visés au paragraphe (1) :

- a) à la requête, selon le cas :
 - (i) d'une institution territoriale,
 - (ii) d'une municipalité,
 - (iii) d'un député ou d'un comité de l'Assemblée législative;
- b) de sa propre initiative, qu'une plainte ou une requête ait été déposée ou non à ce sujet.

Enquête

(3) Sur réception d'une plainte ou d'une requête faite aux termes du présent article, le commissaire aux langues évalue la plainte ou la requête et, sous réserve du paragraphe 28(1), procède à l'enquête.

Enquête commune

(4) Le commissaire aux langues peut procéder à une enquête commune portant sur deux ou plusieurs plaintes ou requêtes, ou combiner l'enquête sur une ou plusieurs plaintes ou requêtes avec une enquête commencée de sa propre initiative, après avoir examiné :

- a) l'importance des droits linguistiques officiels concernés;
- b) la fréquence :
 - (i) soit du non-respect d'une disposition de la présente loi ou de toute autre loi ou règlement relatif à l'utilisation, à la promotion ou à la protection d'une langue officielle,
 - (ii) soit du non-respect de l'esprit et de l'intention de la présente loi ou de la *Loi sur la protection de l'inuktitut*;
- c) toute recommandation antérieure du commissaire aux langues;
- d) s'il est juste et raisonnable, dans les circonstances, de procéder à une enquête commune.

33. Le paragraphe 27(1) est modifié de la manière suivante :

Discrimination interdite

27. (1) Il est interdit de faire preuve de discrimination envers une personne, notamment en la renvoyant, en la suspendant, en l'expulsant, en l'intimidant, en l'évinçant, en usant de coercition envers elle ou en lui imposant une peine pécuniaire ou autre, en raison du fait qu'elle a déposé ~~présenté~~ une plainte ~~demande d'enquête~~ ou présenté une requête visant la tenue d'une enquête, ou qu'elle a témoigné ou collaboré relativement à une enquête, à une demande de renseignements au dépôt d'une plainte ou à la présentation d'une requête ~~au signalement d'une préoccupation~~ au commissaire aux langues.

34. L'article 28 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Refus ou interruption d'enquête

28. (1) Le commissaire aux langues peut refuser d'ouvrir une enquête ou interrompre une enquête déjà ouverte, s'il estime être en présence de l'une des situations suivantes :

- a) la conduite identifiée touche essentiellement un ou des particuliers autres que l'auteur de la plainte ou de la requête visant la tenue d'une enquête, et le ou les particuliers directement touchés ne souhaitent pas poursuivre le processus;
- b) la totalité ou une partie de la conduite identifiée dans la plainte ou la requête peut être traitée et faire l'objet d'une réparation, de façon adéquate et appropriée, aux termes d'une autre loi ou d'une autre procédure disponible;

- c) la plainte ou la requête est futile, frivole ou vexatoire, ou n'est pas faite de bonne foi;
- d) l'auteur de la plainte ou de la requête l'a retirée ou abandonnée;
- e) la conduite identifiée dans la plainte ou la requête a été corrigée.

Éléments à examiner

(2) Avant de rendre une décision en vertu du paragraphe (1) ou (2), le commissaire aux langues examine tous les faits pertinents, y compris la possibilité qu'un particulier directement touché, l'auteur de la plainte ou de la requête soit réticent à la poursuivre ou qu'une plainte ou une requête soit retirée ou abandonnée ou encore présentée comme ayant été résolue en raison d'un abus ou d'un rapport de force inégal.

Renseignements aux personnes touchées

(3) S'il refuse d'ouvrir une enquête ou interrompt une enquête déjà ouverte, le commissaire aux langues :

- a) en avise l'auteur de la plainte ou de la requête et toute autre personne touchée qui, selon le commissaire aux langues, doit aussi être avisée, et donne ces renseignements au moment et de la manière qu'il estime appropriés;
- b) fournit une confirmation écrite à l'auteur de la plainte ou de la requête, et à toute autre personne touchée qui, selon le commissaire aux langues, doit aussi être avisée :
 - (i) qu'il a refusé d'ouvrir une enquête ou a interrompu une enquête déjà ouverte aux termes du paragraphe (1),
 - (ii) de la date à laquelle ont été fournis les renseignements exigés par l'alinéa a).

35. L'article 30 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Définitions

30. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« facilitateur » Désigne un médiateur ou un autre tiers chargé de faciliter la résolution d'une plainte ou d'une requête. (*facilitator*)

« partie » S'entend :

- a) de l'auteur de la plainte ou de la requête,
- b) du responsable administratif de l'institution territoriale ou de la municipalité visée par la plainte ou la requête, ou du représentant autorisé du responsable administratif. (*party*)

Processus de résolution informel

(2) En tout temps avant ou pendant une enquête, le commissaire aux langues peut :

- a) tenter de résoudre la plainte par la négociation;

- b) recommander ou utiliser un processus de résolution informel, y compris la médiation, conforme à l’Inuit Qaujimagatuqangit pour régler une plainte ou une demande d’enquête.

Début du processus de résolution informel

(3) Avant de recommander ou d’utiliser un processus de résolution informel, le commissaire aux langues :

- a) consulte les parties en ce qui concerne :
 - (i) le type de processus de résolution informelle, y compris le recours ou non à un facilitateur,
 - (ii) le choix du facilitateur, le cas échéant;
- b) obtient le consentement des parties au processus de résolution informel et leur engagement relativement aux exigences de confidentialité prévues au paragraphe (10);
- c) identifie les questions qui peuvent être résolues par le processus de résolution informel;
- d) s’il est convenu de recourir à un facilitateur, nomme un facilitateur à la suite des consultations prévues au sous-alinéa a)(ii).

Tentative de résolution

(4) Le facilitateur nommé pour faciliter un processus de résolution informel, aide les parties, de manière impartiale, à régler la plainte à leur satisfaction mutuelle.

Résolution

(5) Si une plainte est réglée au moyen du processus de résolution informel, le facilitateur ou, à défaut, l’une des parties fournit au commissaire aux langues une copie de la convention de règlement signée par les parties.

Approbation ou refus du règlement

(6) Le commissaire aux langues, selon le cas :

- a) approuve la convention de règlement;
- b) modifie, avec le consentement des parties, les conditions de la convention de règlement et l’approuve par la suite;
- c) refuse d’approuver la convention de règlement s’il conclut que cela est nécessaire :
 - (i) pour prévenir le non-respect continu de toute disposition de la présente loi ou de tout autre texte relatif au statut, à l’utilisation ou à la protection d’une langue officielle,
 - (ii) pour prévenir le non-respect continu de l’esprit et de l’intention de la présente loi ou de la *Loi sur la protection de l’inuktitut*,
 - (iii) pour protéger autrement l’intérêt public.

Prise d'effet

(7) Le règlement d'une plainte ou d'une requête ne prend effet que lorsque le commissaire aux langues approuve la convention de règlement en application du paragraphe (6).

Plainte non réglée – facilitateur

(8) Le facilitateur met fin au processus de résolution informel et renvoie la plainte ou la requête au commissaire aux langues si, selon le cas :

- a) une partie le demande;
- b) le facilitateur conclut qu'il n'existe aucun espoir raisonnable que la plainte ou la requête soit réglée par le processus de résolution informel.

Ouverture ou poursuite d'une enquête

(9) Le commissaire aux langues ouvre ou poursuit l'enquête :

- a) à la suite d'un renvoi en vertu du paragraphe (8);
- b) dans le cas d'un processus de règlement informel sans facilitateur, dans les cas suivants :
 - (i) lorsqu'une partie demande la fin du processus de règlement informel,
 - (ii) lorsque le commissaire aux langues conclut qu'il n'existe aucun espoir raisonnable que la plainte ou la requête soit réglée par le processus de résolution informel.

Confidentialité

(10) Les communications et la preuve qui découlent de ce qui est dit ou produit à l'occasion du processus de résolution informel en application de la présente loi sont confidentielles et non recevables dans toute enquête ouverte ou procédure intentée en application de la présente loi ou dans toute action, affaire ou autre procédure sans le consentement écrit de toutes les parties.

36. Le paragraphe suivant est ajouté après le paragraphe 31(5) :

Incompatibilité

(6) Les dispositions du présent article l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou des règlements pris en application de cette loi.

37. Le paragraphe 32(3) est modifié de la manière suivante :

Rapport et réaction

(3) Le commissaire aux langues peut faire les recommandations qu'il estime appropriées dans le rapport visé au paragraphe (1). Il peut également demander au responsable administratif de l'institution territoriale ou de la municipalité concernée de lui faire connaître, dans un délai de 90 jours ou dans un délai ultérieur qu'il fixe le délai qu'il fixe :

- a) les mesures prises ou envisagées pour donner suite à ses recommandations;
- b) si aucune mesure n'a été prise ni envisagée, les raisons pour ne pas donner suite à ses recommandations.

38. Les alinéas 33a) et b) sont modifiés de la manière suivante :

- a) dans un délai et d'une manière qu'il estime appropriés et compatibles avec l'article 25, avise l'auteur de la plainte demande ou de la requête, et toute autre personne touchée qui, selon le commissaire aux langues, doit aussi recevoir ces renseignements, des conclusions de l'enquête, des recommandations faites ainsi que des mesures prises ou envisagées;
- b) confirme par écrit à l'auteur de la plainte demande ou de la requête et à toute autre personne touchée qui, selon lui, doit aussi être avisée :
 - (i) qu'il a terminé l'enquête,
 - (ii) la date à laquelle ont été fournis les renseignements exigés par l'alinéa a).

39. Les paragraphes 35(1) et (2) sont modifiés de la manière suivante :

Recours

35. (1) L'auteur de la plainte ~~La personne qui a fait une demande~~ au commissaire aux langues en vertu du paragraphe 26(1), l'institution territoriale, la municipalité ou le député ou le comité de l'Assemblée législative qui a requis l'enquête en vertu du paragraphe 26(2) ou un particulier directement touché par une plainte demande ou une requête faite aux termes du paragraphe 26(1) ou (2) peut présenter une demande devant la Cour de justice du Nunavut en vue d'obtenir la réparation que celle-ci estime appropriée et juste eu égard aux circonstances si, selon le cas :

- a) le commissaire aux langues a refusé d'ouvrir une enquête ou a interrompu une enquête déjà ouverte aux termes du paragraphe 28(1);
- b) le commissaire aux langues a avisé l'auteur de la plainte demande ou de la requête des conclusions de l'enquête selon les exigences de l'alinéa 33a);
- c) plus de six mois se sont écoulés depuis le jour où la plainte demande ou la requête a été faite, et l'auteur de la plainte demande ou de la requête n'a pas été avisé du fait que l'ouverture d'une enquête a été refusée ou que l'enquête a été interrompue, ou des conclusions de l'enquête.

Délai

(2) Sous réserve du paragraphe (3), une demande ne peut être faite aux termes du paragraphe (1) :

- a) plus de six mois après le jour où l’auteur de la plainte demande ou de la requête, selon le cas :
 - (i) est avisé, aux termes du paragraphe 28(3)(2), de la décision du commissaire aux langues soit de refuser d’ouvrir une enquête, soit d’interrompre une enquête déjà ouverte,
 - (ii) est avisé des conclusions de l’enquête selon les exigences de l’alinéa 33a);
- b) plus d’une année après la date de la plainte demande ou de la requête initiale faite en vertu du paragraphe 26(1) ou (2) si, à l’expiration d’un délai de six mois, l’auteur de la plainte demande ou de la requête n’a pas reçu d’avis aux termes de l’alinéa a).

40. (1) Le sous-alinéa 36(1)a(ii) est modifié de la manière suivante :

- (ii) obtenu par écrit le consentement de l’auteur de la plainte demande ou de la requête visant la tenue de l’enquête qui s’y rapporte;

(2) Le paragraphe 36(2) est modifié de la manière suivante :

Comparution de l’auteur de la plainte demande

(2) Si le commissaire aux langues présente une demande en vertu de l’alinéa (1)a), l’auteur de la plainte demande ou de la requête visant la tenue de l’enquête peut comparaître comme partie à l’instance.

41. (1) L’alinéa 38(1)f est modifié de la manière suivante :

- f) traiter des éléments de preuve ou des critères à examiner lors de l’évaluation de la demande importante pour l’application des paragraphes 12(3) et (8) du paragraphe 12(3);

(2) L’alinéa 38(1)i.1 est abrogé.

42. (1) Le paragraphe 39(1) est modifié par remplacement de l’alinéa b) par les alinéas suivants :

- b) soit à l’article 44 de la *Loi sur la protection de l’inuktitut*;
- c) soit à d’autres consultations ou travaux de collaboration exigés par la présente loi ou la *Loi sur la protection de l’inuktitut* de la part du ministre ou du gouvernement du Nunavut.

PARTIE 3 DISPOSITIONS FINALES

Dispositions transitoires

Fonds de promotion des langues officielles supprimé

43. Le Fonds de promotion des langues officielles est supprimé en tant que compte spécial au Trésor et tous les fonds du Fonds de promotion des langues officielles à l'entrée en vigueur du présent article sont maintenus au Trésor sans aucune condition ni restriction quant à leur objet.

Demandes – organismes autres que les institutions territoriales et les municipalités

44. (1) Les dispositions de la *Loi sur la protection de l'inuktitut* concernant les plaintes s'appliquent à toute demande présentée en vertu de cette loi, dans sa version avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'égard de préoccupations concernant l'administration d'un organisme qui n'est pas une institution territoriale ou une municipalité et qui ont été présentées en vertu de l'article 31 de cette loi.

Demandes – institutions territoriales et municipalités

(2) Les dispositions de la *Loi sur les langues officielles* relatives aux plaintes s'appliquent à toute demande présentée en vertu de cette loi ou de la *Loi sur la protection de la langue inuit*, dans leur version avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'égard de préoccupations concernant l'administration d'une institution territoriale ou d'une municipalité qui ont été présentées en vertu de l'article 26 de cette loi ou de l'article 31 de la *Loi sur la protection de la langue inuit*.

Modifications corrélatives

45. (1) **Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, chaque loi mentionnée à la colonne 1 est modifiée, avec les adaptations nécessaires, à chaque disposition mentionnée à la colonne 2 par remplacement de « langue inuite » par « inuktitut », de « la langue inuite » par « l'inuktitut » et de « de langue inuite » par « d'inuktitut » à chaque occurrence :**

Colonne 1	Colonne 2
<i>système correctionnel, Loi sur le</i>	L'alinéa 33(3)a)
<i>éducation, Loi sur l'</i>	Toutes les dispositions
<i>exécution réciproque des ordonnances alimentaires, Loi sur l'</i>	Le paragraphe 37(3), y compris l'alinéa a)
<i>protection de la langue inuite, Loi sur la</i>	Toutes les dispositions
<i>juges de paix, Loi sur les</i>	L'alinéa 2.2(2)b)
<i>santé mentale, Loi sur la,</i> L.R.T.N.-O. 1988, ch. M-10	Le paragraphe 7(2)
<i>santé mentale, Loi sur la,</i> L.Nun. 2021, ch. 19	Le sous-alinéa 64(14)c)(ii)
<i>langues officielles, Loi sur les</i>	Toutes les dispositions

<i>fonction publique, Loi sur la</i>	Les alinéas 5(2)f) et 10(2)d)
<i>faune et la flore, Loi sur la</i>	Le paragraphe 3(2)

(2) La définition de « langue inuite » au paragraphe 3(1) de la *Loi sur l'éducation* est abrogée et remplacée par la définition suivante :

« inuktut » S'entend au sens de la *Loi sur la protection de l'inuktut*. (*Inuktut*)

(3) L'alinéa 82b) de la *Loi sur l'éducation* est abrogé et remplacé par l'alinéa suivant :

b) leur traduction en inuktut, en anglais ou en français;

(4) L'annexe de la *Loi sur l'éducation* est modifiée par remplacement de « cours de langue inuite » par « cours d'inuktut » à chaque occurrence.

(5) L'intertitre qui précède l'article 29 de la *Loi sur la protection de la langue inuite* est modifié par remplacement de « inuite » par « inuktut ».

(6) Les dispositions suivantes de la *Loi sur la protection de la langue inuite* sont modifiées par remplacement de « Plan d'action pour la langue inuite » par « Plan d'action pour la langue inuite » et de « plan d'action pour la langue inuktut » par « plan d'action pour la langue inuktut » à chaque occurrence :

- a) les paragraphes 29(1) et (2);
- b) les paragraphes 30(2) et (4);
- c) l'alinéa 41a);
- d) l'alinéa 42c).

(7) La définition de « langue inuite » à l'article 1 de la *Loi sur la santé mentale*, L.R.T.N.-O. 1988, ch. M-10, est abrogée et remplacée par la définition suivante :

« inuktut » S'entend au sens de la *Loi sur la protection de l'inuktut*. (*Inuktut*)

46. Chaque loi mentionnée à la colonne 1 est modifiée à chaque disposition mentionnée à la colonne 2 par remplacement de « *Loi sur la protection de la langue inuite* » par « *Loi sur la protection de l'inuktut* » à chaque occurrence :

Colonne 1	Colonne 2
<i>éducation, Loi sur l'</i>	Le paragraphe 25(1), les alinéas 25(7)f) et 28(3)d), le paragraphe 28(5), l'annexe
<i>gestion des finances publiques, Loi sur la</i>	L'annexe A
<i>protection de la langue inuite, Loi sur la</i>	Le préambule

<i>langues officielles, Loi sur les</i>	Les sous-alinéas 13(3)b)(iii) et (iv), l'alinéa 24(1)c) et les paragraphes 25(3) et (4)
<i>fonction publique, Loi sur la</i>	Les annexes A et B

47. L'article 47 de la Loi sur les professions infirmières est abrogé.

48. Dans la version française, chaque loi mentionnée à la colonne 1 est modifiée à chaque disposition mentionnée à la colonne 2 par remplacement de « commissaire en conseil », par « commissaire en Conseil exécutif » à chaque occurrence :

Colonne 1	Colonne 2
<i>langue inuite, Loi sur la protection de la</i>	Le paragraphe 1(2), l'alinéa 3(2)c), l'alinéa 3(3)c), l'alinéa 6e), les paragraphes 20(2.1), (3), (8.1) et (9), l'alinéa 20(3)c), les paragraphes 44(1), (2) et (4)
<i>langues officielles, Loi sur les</i>	Le paragraphe 5(3), le paragraphe 12(5), l'alinéa 13(2)d), les paragraphes 38(1), (2) et (4)

Entrée en vigueur

49. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur à la date de sa sanction.

(2) L'article 27 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2026 ou à une date fixée par décret du commissaire en Conseil exécutif, selon la première de ces dates.